

ENV/ED

Rédacteur : Eric DUPLAQUET

Numéro de l'acte	251-13-ENVED
Nature de l'acte	Délibération
Matière de l'acte	9.4

CONSEIL DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT-OMER
SEANCE DU VENDREDI 14 JUIN 2013

----*----

QUESTION N° 251-13

DECHETS MENAGERS - SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE – TRAME VERTE ET BLEUE DU NORD/PAS DE CALAIS –

RAPPORTEUR : Monsieur BONNIER

Conformément aux dispositions des lois Grenelle 1 et 2, la région Nord/Pas-de-Calais et l'état ont engagé depuis 2011 la démarche de l'élaboration du Schéma Régional de Cohérence Ecologique – Trame Verte et Bleue (SRCE-TVB).

Depuis le 26 mars dernier, le projet de SRCE-TVB est dans sa phase de consultation pour une durée de 3 mois. (cf. <http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr/?-SRCE-TVB->)

Conformément à l'article 371-3 du code de l'environnement, la Communauté d'Agglomération de Saint-Omer doit émettre un avis sur le projet SRCE-TVB.

POURQUOI UN SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE TRAME VERTE ET BLEUE ?

La dégradation des milieux naturels, leur fragmentation et leur artificialisation entraîne une perte massive de biodiversité. Un ensemble de dispositifs existe au service de la protection de la biodiversification : les parcs régionaux, les réserves naturelles, les arrêtés de protection de biotope, réseau Natura 2000, les plans nationaux d'actions en faveur des espèces menacées...

Ces politiques de préservation fondées sur la connaissance et la protection d'espèces et d'espaces remarquables se sont avérées indispensables pour préserver la biodiversité.

Cependant, afin de ne pas les limiter à la seule création d'îlots de nature préservés, isolés les uns des autres dans des territoires de plus en plus artificialisés, la notion de trame verte et bleue prend également en compte le fonctionnement écologique des espaces et des espèces dans l'aménagement du territoire devenu hautement indispensable à la protection de la biodiversité

QU'EST-CE QU'UNE TRAME VERTE ET BLEUE ?

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, la loi Grenelle II, précise les objectifs de la trame verte et bleue :

« Enrayer la perte de la biodiversité en participant à la préservation de la gestion et la remise en bon état des milieux nécessaire aux continuités écologiques tout en prenant en compte des activités humaines notamment agricoles en milieu rural »

Par définition (art R 371-16 code l'environnement), la trame verte et bleue est un réseau écologique formé **de continuités écologiques terrestres et aquatiques**. Elle constitue un outil d'aménagement durable du territoire.

Les continuités écologiques constituant la trame verte et bleue comprennent des réservoirs de biodiversités et des corridors écologiques.

Les réservoirs de biodiversité sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante. Ce sont des espaces abritant des noyaux de population d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou susceptibles d'en accueillir de nouvelles.

Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers.

COMMENT S'ARTICULE LE SRCE-TVB AVEC LES POLITIQUES ET DOCUMENTS D'URBANISME ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ?

La trame verte et bleue est définie sur trois niveaux :

- les orientations nationales pour la préservation et la mise en bon état des continuités écologiques adoptées par décret en conseil d'état ;
- le SRCE-TVB qui doit prendre en compte les orientations nationales ;
- la mise en œuvre locale dans les documents de planifications et les projets de l'état et des collectivités par une prise en compte du SRCE-TVB.

Le SRCE-TVB est un document qui doit être pris en compte dans les documents de planification. Réglementairement, le SCOT et le PLUI doivent prendre en compte les dispositions du SRCE-TVB (il ne s'agit pas d'une relation de compatibilité) et devront ainsi s'assurer de l'impact qu'aura un projet sur la continuité écologique identifiée dans le SRCE-TVB.

Au niveau local, la Communauté d'Agglomération s'est inscrite dans la démarche volontaire de l'élaboration d'une trame verte et bleue à l'échelle du pays de Saint-Omer. Cette démarche menée depuis 2011 vise à décliner le SRCE-TBV aux particularités du territoire. A ce jour, après une phase importante de concertation avec l'ensemble des acteurs, cette démarche est en cours de finalisation.

D'ailleurs, « l'avis des pays » et notamment celui de Saint-Omer est également sollicité.

Compte tenu de ce qui précède et en accord avec les membres de la commission, il est proposé au conseil communautaire d'émettre :

-un avis favorable au schéma régional de cohérence écologique trame verte et bleue tenant compte des observations émises par notre établissement

Pour information, était également joint à la présente l'avis commun des 5 structures intercommunales composant le Pays de Saint-Omer sur le Schéma Régional de Cohérence Ecologique - Trame Verte et Bleue.

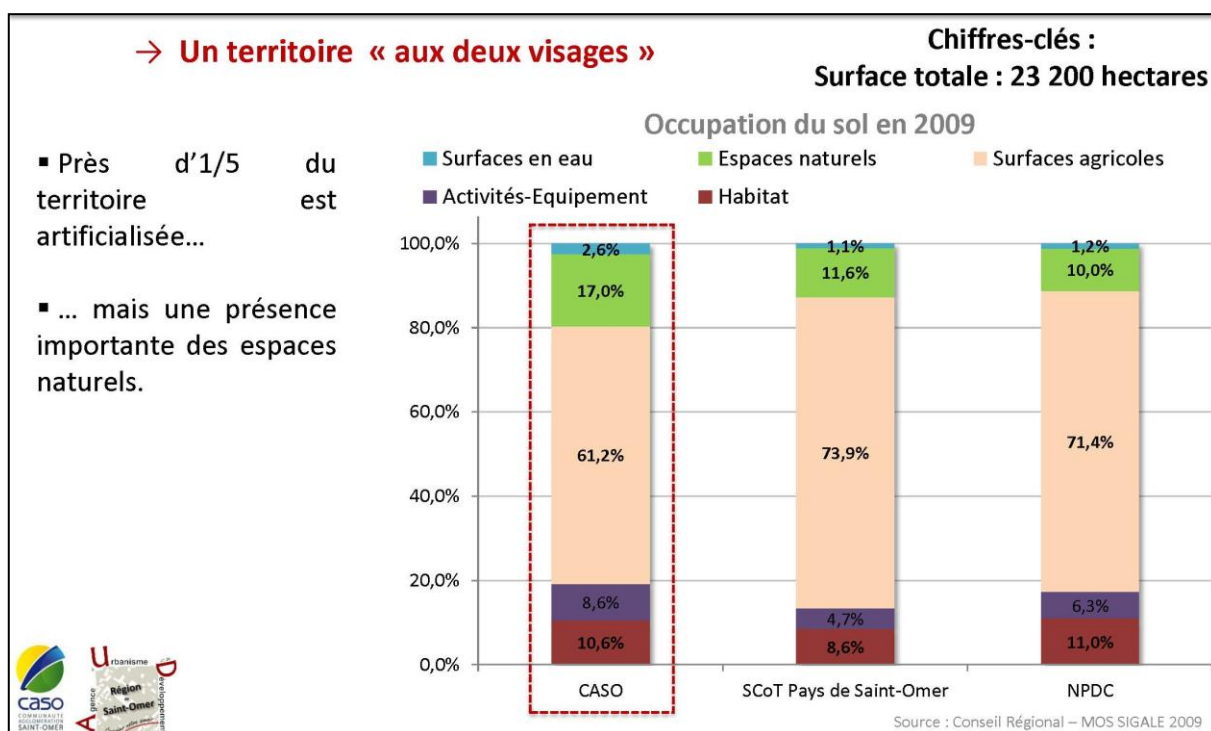
OBSERVATIONS COMMUNAUTAIRES SUR SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE TRAME VERTE ET BLEUE

Contexte communautaire

Dans un premier temps, il est important de rappeler la spécificité du territoire de l'audomarois au sein de l'espace régional.

Si les milieux agricoles et naturels/forêts représentent 9% du territoire régional, le diagnostic foncier mené dans le cadre de l'élaboration du PLUI montre qu'ils occupent environ 17% de l'espace communautaire (source Mode d'Occupation des Sols Régional 2009).

Le projet de territoire développé dans le cadre du PLUI prendra bien évidemment en compte les objectifs et orientations du SRCE, concernant la protection des continuités écologiques et les espaces à « renaturer ». Mais il aura également vocation à limiter la consommation des espaces agricoles, qui occupent environ 61% du territoire, contre 71% à l'échelle régionale, tout en veillant à assurer sa vocation de moteur économique pour le bassin de vie et d'emploi.



Observations sur les réservoirs de biodiversité

Le projet de SRCE définit plusieurs types d'espaces à protéger, au premier titre desquels les réservoirs de biodiversité, qui sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement, en ayant notamment une taille suffisante.

Si ces espaces sont pour la plupart connus et reconnus, il s'avère que pour quelques cas, ils cohabitent avec un certain nombre d'activités « historiques » qui méritent elles-aussi d'être préservées, voire développées. Il en est ainsi du Centre Hospitalier de la Région de Saint-Omer (CHRSO), implanté au cœur des landes d'HELFAUT, qui constitue un équipement de santé structurant pour l'audomarois, et dont la pérennité doit être assurée. On peut également citer la Coupole d'HELFAUT, équipement touristique d'envergure, implanté lui aussi « historiquement » à l'interface des coteaux calcaires et des landes.

De même, il conviendra de vérifier certains espaces de biodiversité qui semblent avoir perdu leur vocation première (carrière en activité sur la commune d'HELFAUT...).

Au travers de ces exemples, la Communauté d'Agglomération de Saint-Omer souhaite que soient prises en compte les particularités locales de manière à assurer la préservation et le développement des structures d'intérêt général, tout en assurant la protection d'espaces naturels dans lesquels ils s'insèrent.

Observations sur les continuités écologiques

Concernant la définition des continuités écologiques et les espaces à « renaturer » – sous-trame zones humides et cours d'eau :

Les données cartographiques indiquent deux corridors écologiques potentiels à remettre en bon état au niveau de la forêt de CLAIRMARAIS (en partie Sud et Ouest).

Or, les différentes études entreprises dans le cadre de la déclinaison de la trame verte et bleue à l'échelle du Pays de Saint-Omer n'ont pas mis en exergue ces éléments, tant en matière de fonctionnement que d'articulation entre les milieux.

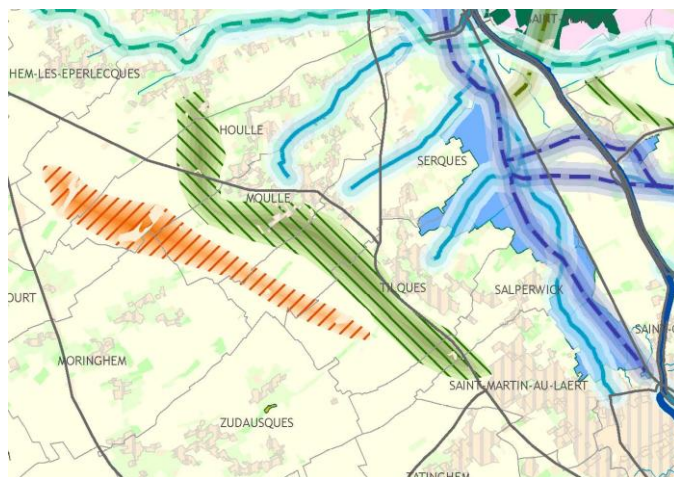
Un corridor existe bien entre la forêt et la partie plus au Nord du marais audomarois, entre le cours d'eau du Schoubroucq/la partie marais et les mares/étangs de la forêt de CLAIRMARAIS. Mais les études menées n'ont pas relevé de corridor potentiel « zones humides » entre la forêt et l'Aa.



Concernant la définition des continuités écologiques et les espaces à « renaturer » – sous-trame bandes boisées ou enherbées.

Un important espace à « renaturer » est positionné à l'Ouest des communes du marais Nord sur des terres occupées par l'agriculture. Les actions qui pourront être entreprises pour recréer des bandes boisées ou enherbées ne devront pas remettre en cause ou être incompatibles avec les secteurs agricoles aujourd'hui cultivés.

Or, les différentes études entreprises dans le cadre de la déclinaison de la trame verte et bleue à l'échelle du Pays de Saint-Omer n'ont pas mis en exergue ces éléments de renaturation.



Au travers de l'élaboration de la trame Verte et bleue du pays de Saint-Omer, le schéma réalisé et notamment au niveau des continuités écologiques a été précisé localement en fonction des connaissances et de la concertation de l'ensemble des acteurs locaux.

En conséquence, la Communauté d'Agglomération de Saint-Omer souhaite s'appuyer sur le schéma local adapté et partagé.

Observations sur les Eco paysages :

Le territoire communautaire a la particularité de faire partie de 5 types d'éco paysages (Eco paysages Plaine Maritime, Boulonnais, Flandre intérieure, Marges d'Artois, Plaine de la Lys) ce qui complexifie l'analyse du SCRE-TVB d'autant que chaque éco paysage a ses propres enjeux et particularités. Il aurait été souhaitable comme cela était fait pour le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) dans le cadre de l'élaboration du PCET, de décliner un document de synthèse à l'échelle du territoire reprenant les enjeux et priorités le concernant.

Concernant l'éco paysage « marges d'Artois »

Priorité 1 : Créer une continuité forestière entre la ceinture péri-boulonnaise et le verrou de WATTEN

- Développer les boisements entre les forêts de GUÎNES, LICQUES, TOURNEHEM et EPERLECQUES : extension des massifs existants et plantation de nouveaux espaces forestiers dans les zones interstitielles, en veillant à préserver les espaces herbacés d'intérêt écologique et patrimonial.
- Conforter le maillage bocager, notamment sur les espaces publics.

Il est important de préciser que ces espaces boisés à recréer ne doivent pas se faire au détriment de l'activité agricole, activité économique prépondérante et structurante du paysage audomarois (Cf. avis de la démarche au niveau de la TVB pays de Saint-Omer sur la gestion du boisement).

Concernant l'éco paysage « plaine maritime »

Priorité 1 : La Communauté d'Agglomération de Saint-Omer souhaiterait qu'on y ajoute « la lutte contre l'érosion des sols sur les bassins versants amont ».

Priorité 2 : il est rappelé que le code de l'environnement (arrêté du 11 Septembre 2003 relatif aux prescriptions applicables aux forages et puits (article 3 et article 7)) interdit déjà le mélange de différents niveaux aquifères (nappe alluvial et nappe de la craie).

Enfin, il est proposé de substituer de « *limiter les nouvelles implantations d'activités consommatrice d'eau douce* », par « *encadrer et guider les nouvelles implantations d'activités consommatrice d'eau douce afin de limiter les consommations* ».

Le conseil communautaire, à la majorité absolue des suffrages, a validé ces dispositions.

POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,

Joël DUQUENOY

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT-OMER

L'an deux mil treize le 14 juin à 18 H 30, le Conseil de la Communauté s'est réuni en séance, en son siège Hôtel de la Communauté – rue A. Camus à LONGUENESSE, à la suite des convocations adressées à domicile le 7 juin 2013, convocations accompagnées de l'ordre du jour et des projets de délibération. La convocation et l'ordre du jour ont également fait l'objet d'un affichage à l'attention du public, au tableau d'affichage de l'hôtel communautaire dès le 7 juin 2013.

ETAIENT PRESENTS :

Monsieur Joël DUQUENOY, *Président*

Madame et Messieurs Jean-Marie BARBIER, André BULTEL, Bertrand PETIT (à partir de la question 175-13 jusqu'à la fin), Daniel HERBERT, Michel GUILBERT, Gérard FLAMENT (jusqu'à la question 208-13 incluse), Marie LEFEBVRE, Francis DOYER, Alain STROBBE, Guillaume BOYAVAL, Patrick BEDAGUE, *Vice-Présidents*.

Mesdames et Messieurs André BONNIER, Guy ANNE, Jean-Claude BARRAS, Pascal BERNARD, Marie-Paule BOUTOILLE (à partir de la question 216-13 jusqu'à la fin), Louis CAINNE, Anicet CHOQUET, Jean-Claude CORDONNIER, Christine COURBOT, Daisy COUSIN, Christian DENIS, Laurent DENIS, Jean-Claude DUCHATEAU, Roger DUSAUTOIR, Pierre EVRARD, Franck FOULON, Jean-Pierre GEERSEN, Marie-Thérèse JAUSS, Brigitte LEBLOND, Chantal LEVRAY, Philippe MEENS, Damien MOREL, Stephen MOUND, Yolaine OBEIN, Hugues PERSYN, Corinne REANT, Catherine REBERGUE, Edgar SALOME, Marc THOMAS, Patrick TILLIER, Bernard VANDERSLUYS, Xavier WULLES, *délégués(es) titulaires*.

DELEGUES AYANT DONNE POUVOIR OU REMPLACES PAR UN SUPPLEANT :

Monsieur Jean-Jacques KUDLINSKI, titulaire, a donné pouvoir à Monsieur DUQUENOY, Président,
Monsieur Christian COUPEZ, titulaire, a donné pouvoir à Monsieur BARBIER, Vice-Président
Madame Florelle OBOEUF, titulaire, a donné pouvoir à Monsieur DOYER, Vice-Président
Madame Françoise COLIN, titulaire, a donné pouvoir à Monsieur BONNIER, titulaire
Monsieur Paul DECROO, titulaire, a donné pouvoir à Monsieur HERBERT, Vice-Président
Monsieur Bruno MAGNIER, Vice-Président, a donné pouvoir à Monsieur SALOME, titulaire
Madame Paulette LEPORCQ, titulaire, a donné pouvoir à Monsieur GUILBERT, Vice-Président
Monsieur Claude BLONDE, titulaire, est représenté par Monsieur VOSPETTE, suppléant.
Monsieur Jean-Pierre LAMIRAND, titulaire, est représenté par Monsieur WILQUIN, suppléant.
Monsieur David CAPITAINE, titulaire, a donné pouvoir à Monsieur DUCHATEAU, titulaire
Monsieur Christophe DECUPPER, titulaire, a donné pouvoir à Monsieur BULTEL, Vice-Président
Monsieur Jacky OBERT, titulaire, a donné pouvoir à Madame LEBLOND, titulaire
Madame Monique BROCCQUET, titulaire, a donné pouvoir à Madame REBERGUE, titulaire
Madame Florence MARECHAL, titulaire, a donné pouvoir à Monsieur MEENS, titulaire
Monsieur Gilles LOUF, Vice-Président, est représenté par Monsieur FERARE, suppléant
Monsieur Jean-Claude NOEL, Vice-Président, est représenté par Monsieur CHAREYRE, suppléant
Monsieur Florent IBOUANGA, titulaire, est représenté par Madame LAMAL, suppléante
Monsieur François SEGURA, titulaire, a donné pouvoir à Monsieur DENIS Christian, titulaire
Monsieur Bertrand PETIT, Vice-Président, a donné pouvoir à Monsieur CHOQUET, titulaire (du début jusqu'à la question 174-13 incluse)
Madame Marie-Paule BOUTOILLE, titulaire, a donné pouvoir à Madame OBEIN, titulaire (du début jusqu'à la question 215-13 incluse)

DELEGUES ABSENTS NON REPRESENTES :

Messieurs Jean-Luc BRIOULE, Jean DELPLACE, Thomas LOBRY, Brice-Arsène MANKOU, Thierry TRIBALAT,

DELEGUES SUPPLEANTS PRESENTS SANS PARTICIPATION AUX VOTES :

Madame Michèle CHAUDET, Monsieur Claude VIEILLARD

Nombre de délégués en exercice : 67

Nombre de présents ou représentés : 62 du début jusqu'à la question 208-13 incluse
61 de la question 209-13 jusqu'à la fin